



COMMUNIQUE DE PRESSE no. 110 / 2011

Un ancien Secrétaire général de l'OUA membre du Groupe consultatif de haut niveau sur les sources alternatives de financement de l'UA



Addis Abeba, le 16 septembre 2011 – Dans le cadre d'un autre développement de taille dans la recherche de sources alternatives de financement de l'Union africaine (UA), le Commissaire aux Affaires économiques, le Docteur Maxwell M. Mkwezalamba, a rencontré M. Edem Kodjo, ancien Secrétaire général de la défunte Organisation de l'unité africaine (OUA), le lundi 12 septembre 2011 à Lomé, au Togo, pour lui remettre, au nom du Président de la Commission de l'Union africaine (CUA), le Dr Jean Ping, sa lettre de nomination au sein du Groupe consultatif de haut niveau sur les sources alternatives de

financement de l'UA.

Les deux personnalités ont échangé sur un grand nombre de sujets concernant le programme de développement et d'intégration du continent africain. Ils ont examiné les défis développementaux auxquels est confronté l'Afrique et ont convenu de l'importance du règlement des problèmes financiers dans le cadre des efforts déployés en vue de la réalisation du rêve d'une Afrique unie, forte et intégrée à l'heure où la mondialisation s'accélère rapidement.

Le Commissaire Mkwezalamba a informé M. Kodjo des études menées par la CUA sur les sources alternatives de financement et les Décisions du Conseil exécutif et de l'Assemblée y afférant et qui ont amené la Commission à mettre en place le Groupe de haut niveau à l'effet de l'aider dans la poursuite de consultations au niveau le plus élevé avec les États membres. En acceptant sa nomination, M. Kodjo a exprimé toute son appréciation de la confiance que le Président de la CUA place en lui et a promis d'apporter son appui plein et entier.

Au début de cette année, rappelle-t-on, le Commissaire s'était rendu au Nigeria, en Tanzanie et au Mozambique en tant qu'envoyé spécial du Président Ping pour délivrer respectivement des lettres de nomination à M. Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République fédérale du Nigeria, au Dr Salim Ahmed Salim, ancien Secrétaire général de la défunte OUA et au Dr Luisa Diogo, ancien Premier ministre du Mozambique. Tous les trois ont marqué leur acceptation. S.E.M. Obasanjo va assurer la présidence du Groupe et les trois autres officieront comme membres. Les consultations se poursuivent à l'effet d'identifier un cinquième membre pour une plus grande représentativité.

Le Dr Ruben Maye Nsue Mangué, Représentant permanent de la République de Guinée Équatoriale et Président du Comité Permanent des Représentants (COREP), en sa qualité de Représentant du Président de l'UA, va travailler en étroite collaboration avec le Groupe consultatif.

Il est également important de noter que le Groupe a tenu sa première réunion le 15 août 2011 à Addis Abeba où ses membres ont, entre autres, passé en revue les nouvelles options et modalités de financement proposés afin de déterminer les voies et moyens de les rendre opérationnelles. Ils ont également convenu d'une stratégie pour entreprendre les consultations nécessaires sur la base d'un calendrier consensuel. Le Groupe de haut niveau mènera sa première phase de consultations entre le mois de septembre et de novembre 2011 et présentera un rapport d'étape à l'Assemblée en janvier/février 2012. Il entreprendra les autres consultations nécessaires au début de l'année 2012 afin de finaliser son travail avant la soumission d'un rapport final qui sera assorti d'une série de recommandations à la Session ordinaire de l'Assemblée prévue à Lilongwe, au Malawi, en juin/juillet 2012.

Des mesures importantes ont été prises par la Commission pour l'application des Décisions du Conseil exécutif et de l'Assemblée mentionnées plus haut. L'engagement dont font montre les membres du Groupe, permet d'être très optimistes quant à la réalisation de progrès notoires dans ce domaine très important, après près d'une décennie d'efforts. La Commission souhaiterait inviter les États membres, les Communautés économiques régionales (CER) et l'ensemble des autres parties prenantes à appuyer les efforts en cours, puisque l'autonomie financière est d'une importance fondamentale pour le maintien de la pertinence et de l'efficacité de l'UA en ce 21^{ème} siècle.